



FSU 93



Paris 8 et 13

MARDI 9 OCTOBRE, GREVE ET MANIFESTATION POUR DIRE : NON AU SYSTEME DE RETRAITE PAR POINTS ! NON À LA REGRESSION SOCIALE !

Réduire les dépenses publiques et sociales pour diminuer les impôts des riches et augmenter les profits des entreprises, tel est l'obsession de ce gouvernement ! Il s'agit de faire entrer la France en plein dans la concurrence fiscale qui sert les plus fortunés au détriment des populations.

Cette politique profondément inégalitaire se traduit par des attaques tous azimuts envers les salariés, les privés d'emplois, les retraités, les jeunes.

Les prestations sociales devraient subir un nouveau tour de vis, les indemnités chômage seraient revues à la baisse et la revendication du MEDEF de dégressivité semble être retenue par le gouvernement.

Dans le même mouvement on offre au patronat des « cadeaux » supplémentaires comme la baisse de cotisations pour pérenniser le CICE (70 milliards d'euros depuis 2013). Et ce, alors que les profits des entreprises du CAC 40 s'envolent, 94 milliards d'euros en 2017, avec des dividendes qui suivent la même courbe ! La France est ainsi 3^{ème} au palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10% du total mondial des dividendes. Dans l'hexagone l'augmentation du versement des dividendes atteint 23,6%. C'est environ deux fois plus qu'à l'échelle internationale !

Le gouvernement annonce dans un budget d'austérité, une nouvelle diminution des emplois aidés, un nouveau coup contre les retraités avec le décrochage des pensions par rapport à l'inflation, cela s'ajoutant à la hausse de la CSG cette année, 4500 suppressions d'emplois dans la Fonction publique de l'Etat, 120.000 d'ici 2022 dans les fonctions publiques, la remise en cause des statuts dans l'ensemble des 3 fonctions publiques avec la reprise des recommandations de CAP 22.

Quant à la jeunesse elle n'est pas épargnée par le « pouvoir jupitérien », après le passage en force de la réforme de Parcoursup qui a montré son inefficacité, le gouvernement a répondu par la sélection, à l'augmentation du nombre de jeunes accédant à l'enseignement supérieur. En effet, alors que la rentrée est entamée, des dizaines de milliers de jeunes sont encore dans l'attente d'affectation.

ET MAINTENANT, UN « BIG BANG » DES RETRAITES SE PRÉPARE SOUS COUVERT DE SIMPLIFICATION, ET D'EQUITE

C'est dans cette situation qu'intervient la « réforme des retraites » qui vise ni plus ni moins à faire disparaître nos 42 régimes de retraite au profit d'un pseudo système universel de retraite par points.

Nos organisations respectives sont d'ores et déjà mobilisées pour contrer ce projet de régression sociale. Le 6 septembre à Montreuil un appel unitaire au rassemblement devant le 1^{er} atelier gouvernemental a confirmé le peu de soutien populaire à la politique de Macron, démontré l'attachement à un système solidaire et les potentialités de lutte pour imposer d'autres choix ! Un matériel unitaire qui explique en quoi un système universel de retraite par points ne peut voir le jour qu'en détruisant les régimes existants et toutes les garanties qui y sont liées, que ce soit en terme de montant de retraites ou de droits collectifs (droits familiaux, minimum contributif, pensions de réversion...) a été largement diffusé en cette rentrée et va continuer à nourrir les débats au sein des entreprises.

Avec le projet gouvernemental, nous passerions d'un système de solidarité intergénérationnelle à un système individuel. C'est bien la volonté de changement de société voulu par le gouvernement, pour tourner toute l'économie nationale vers les actionnaires et les entreprises, au détriment des droits de la population, de toutes solidarités.

Partout, c'est bien notre travail qui crée les richesses et elles ont été multipliées par 4 en 30 ans !

Les financements existent pourtant pour faire vivre durablement les régimes existants :

- Le CICE et le pacte de responsabilité, ce sont 35 milliards d'€,
- La suppression des exonérations de cotisations patronales, c'est plus de 25 milliards d'€,
- Un million d'emplois créés (ce que revendique d'ailleurs, pour rire, le patronat), c'est plus de 25 milliards d'€,
- L'égalité femmes/hommes pour tous, c'est plus de 10 milliards d'€ pour la sécurité sociale en 2020,
- La lutte contre le travail dissimulé, c'est 6 milliards d'€...

Pour les Unions départementales FO, CGT, SOLIDAIRES, UNEF, FSU, l'heure est à la mobilisation sur nos revendications :

- **NON À LA DESINDEXATION DES RETRAITES**
- **MAINTIEN DU REGIME D'ASSURANCE-CHOMAGE**
- **NON À LA SÉLECTION AVEC PARCOURSUP ET OUI AU LIBRE ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
- **OUI À UNE RÉFORME DES AIDES SOCIALES POUR L'AUTONOMIE DES JEUNES**
- **NON À UN SYSTEME UNIVERSEL DE « RETRAITE PAR POINTS » ET PAR CAPITALISATION**
- **MAINTIEN DES REGIMES DE RETRAITES EXISTANTS : REGIME GENERAL, REGIMES SPECIAUX, REGIMES COMPLEMENTAIRES, DU CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES**
- **OUI À LA RETRAITE PAR RÉPARTITION À PRESTATIONS DÉFINIES**
- **OUI AU DROIT À VIVRE SA RETRAITE DIGNEMENT, AVEC POSSIBILITE D'UN DEPART A LA RETRAITE A 60 ANS ET DEPARTS ANTICIPES POUR PENIBILITE.**
- **AUGMENTATION DES SALAIRES, DES PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX.**
- **DEFENSE ET PROMOTION DES SERVICES PUBLICS**

Les Unions départementales FO, CGT, SOLIDAIRES, UNEF, FSU appellent leurs structures locales et les syndicats à se rencontrer et à faire de la journée du 9 octobre 2018 une grande journée de revendications et de lutte en allant, notamment, à la rencontre des travailleurs et de la jeunesse.

Tous ensemble, nombreuses et nombreux le 9 octobre en grèves et en manifestation : Montparnasse - 14h

Bobigny le, 19/09/2018.